

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE, À FORT-DE-FRANCE LE 9 MAI 2015.

9 MAY 2015 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,  
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale française,  
Mesdames, Messieurs les ministres,  
Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux de vous accueillir avec le Président LETCHIMY, ici, à Fort-de-France, en Martinique parce que c'est un sommet important que nous, ici, rassemblons à travers vous, représentants de tous les territoires de la Caraïbe et avant la conférence sur le climat qui va se tenir à Paris.

Sans forcer le trait, je dirais que tout commence ici et que c'est en exprimant la voix des Etats insulaires que les plus grands pays seront mis devant leurs responsabilités. Nous ne faisons pas une réunion régionale & nous faisons une réunion mondiale parce que c'est ici que le sort du monde peut se décider.

La France est un pays de la Caraïbe avec Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane : nous avons avec chacun de vos pays, territoires, une relation privilégiée. Mais nous voulons aussi renforcer vos organisations régionales en faisant en sorte que nos collectivités puissent y jouer toute leur part et nous allons encore renforcer leurs capacités d'action et leurs compétences. Nous voulons aussi que la France, pays fondateur de l'Union européenne puisse créer avec vous une relation qui pourrait déboucher sur une stratégie Union européenne / Caraïbe, de façon à renforcer encore l'intégration territoriale de vos pays et de vos territoires. Hier à Saint-Martin, j'évoquais le fait que l'Europe s'était faite aux Caraïbes avant de se faire sur le continent européen et que la diversité linguistique est une chance et une condition même de votre propre développement.

La France a pris une responsabilité particulière, c'est souvent le cas, cela peut arriver sur les questions d'enjeux, de sécurité, cela peut être le cas par rapport à des urgences humanitaires, c'est aussi vrai sur le plan diplomatique. La France a accepté d'accueillir la 21ème conférence sur les changements climatiques parce qu'elle savait que ce serait le rendez-vous de la dernière chance, non pas que si nous échouions, il n'y aurait plus d'avenir pour l'espèce humaine, mais nous savons bien surtout après ce qui s'était produit à Copenhague, c'est que si nous laissons passer cette opportunité, il y aura une aggravation encore des conditions pour réussir un futur compromis et que pendant ce temps là, la planète continuera de se réchauffer.

Je suis conscient que la France seule ne pourra pas parvenir à un accord, sauf à le passer avec elle-même, ce qui n'est déjà pas évident mais la France peut d'ores et déjà avoir auprès des grands pays, les Etats-Unis, la Chine, et plus largement l'Union européenne, des alliés, des alliés loyaux, sincères parce qu'ils sont eux-mêmes directement concernés. Il faut dire aussi que ce sont les principaux pays émetteurs et donc les principaux pays responsables mais nous avons besoin d'une alliance plus large et celle que nous construisons ici avec la Caraïbe est, je pense, une alliance symbolique et fructueuse.

Il y a urgence en effet : 70% des catastrophes naturelles dans le monde sont liées au dérèglement climatique, soit deux fois plus qu'il y a vingt ans. Ces chiffres ne sont plus contestés, ils ne font plus débat et l'actualité nous ramène également à ce constat cruel : ce sont les pays les plus pauvres qui sont touchés par les cyclones et les désordres climatiques. Il y a deux mois, le cyclone « Pam » a ravagé l'archipel du Vanuatu avec une puissance inouïe, détruisant les deux tiers de la capacité productive de ce territoire. Il y a quelques mois, j'étais en Nouvelle-Calédonie, je réunissais aussi les Etats insulaires. Etait présent autour de la table le Premier ministre du Vanuatu et aujourd'hui, il est devant cette désolation et son témoignage ne doit pas, à aucun moment, être oublié.

Il y a à peine deux ans, un super typhon « Haiyan » a frappé les Philippines mais a créé là aussi désolation et destruction & je me suis rendu moi-même et avec une délégation internationale avec même les négociateurs de la conférence sur le climat aux Philippines et j'y ai lancé « l'Appel de Manille » pour que le monde puisse être mobilisé.

Aujourd'hui, je veux lancer avec vous « l'Appel de Fort-de-France » et qu'il soit entendu largement, c'est un enjeu humain parce que nous le savons bien, il y aura et il y a déjà des millions de personnes déplacées, réfugiées pour des causes climatiques. Il y a aussi des guerres qui créent ce désordre mais le désordre climatique crée aussi des guerres. C'est donc un enjeu humain £ c'est un enjeu écologique car chaque année, il y a des espèces qui disparaissent et qu'on ne reverra plus jamais £ c'est un enjeu économique. Cette année, les dommages causés par les désordres climatiques sont d'ores et déjà évalués par le groupe international d'experts sur le climat (le GIEC), à 2 000 milliards de dollars, pour la seule région Caraïbe 600 millions de dollars. Une question simple : et si on utilisait cet argent pour le développement et pas simplement pour réparer les risques des catastrophes ?

Mais le pire est à venir car les changements climatiques et ils ont été décrits avant moi ont des impacts immédiats sur les océans : acidification progressive des eaux, montée du niveau qui bouleverse les écosystèmes, récifs coralliens notamment. Et puis il y a des territoires, des îles, qui pourront disparaître purement et simplement si le niveau de la mer s'élève d'un mètre à la fin du siècle, ce qui est possible. Je vous laisse imaginer les conséquences pour les Etats insulaires, les risques littoraux, les submersions marines ou les inondations.

Alors face à ce constat, la résignation ne peut pas être de mise et les solutions existent. Nous voulons former, je l'ai dit, à Paris, une alliance pour le climat qui d'abord permettrait d'atteindre nos objectifs. Quels sont-ils ? Nous voulons à Paris conclure un accord général, pays par pays, qui puisse être contraignant et qui puisse être vérifié. Les contraintes seront forcément plus fortes pour les pays les plus émetteurs et néanmoins chaque pays devra être partie prenante de l'accord.

Chaque pays, c'est le deuxième point, doit présenter avant l'été, une contribution nationale de façon à ce que l'on sache avec une agrégation de tous les engagements, ce qu'il sera possible effectivement de réduire comme émissions de gaz à effet de serre. Mais les pays les plus pauvres n'ont pas forcément la capacité pour présenter ces contributions. C'est la raison pour laquelle la France met à disposition l'Agence française de développement pour élaborer ces contributions. Mais je vais vous dire l'engagement le plus important que nous avons à décider à Paris : c'est la constitution d'un fonds, le fonds vert, qui pourrait dégager 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. S'il n'y a pas ce fonds, si ce fonds est insuffisamment doté, je sais que beaucoup de pays ne voudront pas s'engager parce qu'ils n'auront pas la capacité de mener à bien leur politique énergétique et qu'ils ne pourront pas faire leur transition. Mais c'est là que nous devons lancer cet Appel de Fort-de-France pour montrer que grâce à ces financements, nous pouvons trouver des solutions au problème du réchauffement climatique.

La Caraïbe a un rôle particulier à jouer d'abord parce que les Etats insulaires ont toujours été l'âme, la conscience des discussions sur le climat. La conscience et la mauvaise conscience si nous ne faisons rien. Ce sont ces pays qui avaient, il y a plus de vingt ans, élaboré la première version de ce qui deviendra ensuite le protocole de Kyoto. Ce sont ces pays, ce sont eux qui ont été les plus actifs pour imaginer des solutions innovantes et ce sont eux, ils le démontrent encore aujourd'hui, qui sont les plus mobilisés pour l'entrée en vigueur du futur accord de Paris.

Le travail de préparation de la COP 21 constitue aussi un objectif qui dépasse même le climat et qui touche à l'idée même de développement, au modèle que nous voulons proposer pour l'avenir : zéro carbone, zéro risque, zéro pauvreté £ parce que c'est l'ensemble de ces objectifs que nous devons poursuivre, parce que nous voulons un développement durable, oui, mais un développement socialement juste et écologiquement soutenable.

Le défi, c'est celui de l'énergie. L'accès aux énergies renouvelables pour les territoires insulaires £ il y a là des perspectives considérables : le solaire, l'éolien, la biomasse, la géothermie, l'énergie des mers permettront, permettent déjà de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de diminuer la facture, lourde souvent, des importations d'énergies fossiles, de rendre l'électricité accessible à toutes les populations et de créer des emplois locaux. Vos Etats ont été pionniers dans ces domaines, notamment pour gérer les réseaux électriques et pour faire en sorte d'installer des énergies renouvelables je pense à la géothermie, je pense aussi à tout ce qui est fait pour l'énergie thermique des mers qui là aussi est un gisement considérable et il y a des technologies particulièrement brillantes et notamment ici en Martinique, qui nous permettent de penser que nous sommes là sur une filière industrielle d'excellence

et qui pourra être mise à la disposition de l'ensemble de la région.

Nous devons aussi nous adapter parce que quand bien même et je me battrais pour y parvenir trouverait-on un accord à Paris sur le climat, la planète ne va pas d'un seul coup se mettre à cesser son réchauffement et nous ne devons pas créer cette illusion, il faudra du temps avant que nous puissions atteindre les lignes que nous aurons tracées à Paris. Et alors, il y aura toujours des risques de catastrophes, il y aura toujours des cyclones qui pourront venir. Nous devons donc engager une grande stratégie d'adaptation, de prévention et la France souhaite bâtir avec vous une coalition qui permettrait de renforcer notre système d'alerte face aux catastrophes naturelles, de créer un réseau permettant de recueillir les données météorologiques et de les analyser, de les diffuser très rapidement vers les populations afin qu'elles puissent se prémunir du danger et là aussi, faire financer ce système lors de la conférence de Paris parce que prévenir, c'est aussi agir pour la planète.

Le fonds Caraïbes pour les catastrophes naturelles pourrait être renforcé et étendu et je rappelle que c'est un mécanisme qui sous forme d'assurance, garantit le versement rapide d'une indemnité face à des besoins d'urgence à la suite d'un passage de cyclone ou d'une secousse sismique. Eh bien ce fonds devra être largement doté. Nous aurons aussi, ensemble, à imaginer de nouvelles infrastructures conçues et réalisées de manière à résister à l'épreuve des aléas climatiques notamment sur les côtes et nous devons aussi et c'est une responsabilité qui nous engage tous mettre des plans de zonage des risques, mettre des plans de prévention partout. D'autres domaines comme la biodiversité marine, les ressources halieutiques, l'économie circulaire méritent également notre mobilisation. Je vous propose de mettre en place ici dans la zone des Caraïbes une économie bleue, une économie de la mer, qui puisse faire de votre ressource, votre patrimoine, un atout considérable pour créer de la richesse, au-delà même de la préservation de l'environnement. L'Agence française de développement, là aussi, s'engagera davantage pour agir avec les banques de développement concernées, pour à la fois les énergies renouvelables, l'aménagement des zones urbaines, la géothermie, le financement des centrales solaires, les fermes éoliennes, bref, tout ce qui peut être une opportunité d'être plus conformes à nos engagements en matière climatique et plus soucieux d'un autre modèle de développement.

Je conclus Mesdames et Messieurs, pour vous dire que la Caraïbe est magnifique, mais ça, vous n'aviez pas besoin de moi pour le savoir, puisque vous y vivez et encore que parfois, quand on vit sur un territoire, on ne se rend pas toujours compte de ce qu'il est, de ce qu'il peut avoir comme richesses. Cela ne vaut pas simplement pour la Caraïbe, cela vaut aussi pour la France, c'est pour cela que j'encourage les Français à venir encore plus nombreux dans la Caraïbe et les Caribéens à venir en France. La Caraïbe est un territoire magnifique mais fragile, vulnérable et la Caraïbe est au carrefour des continents et donc la Caraïbe a forcément un caractère symbolique, symbolique à tant d'égards, parce qu'ici, vous êtes un lieu de culture, vous êtes un lieu de vitalité, vous êtes un lieu de métissage, vous êtes un lieu d'émancipation par rapport à cette mémoire que vous avez tous et par rapport aussi à cet engagement pour être encore davantage accomplis et fiers de votre destin. Et c'est pourquoi je veux que cet Appel de Fort-de-France puisse résonner loin, au loin, pour que le monde entier sache bien que c'est ici que beaucoup va se jouer. Je rappellerai une belle formule d'Edouard GLISSANT qui finalement résume ce que nous avons à faire : « Agis dans ton lieu et pense avec le monde ». Eh bien ici, nous avons la volonté d'agir et nous avons pensé le monde. Merci.